



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article70>

Chine-Afrique

La Chine contrainte de se défendre de néocolonialisme

- Z - Archives - Relations internationales -



Date de mise en ligne : jeudi 22 février 2007

Union des Forces de Progrès

Le président chinois Hu Jintao a estimé nécessaire d'affirmer publiquement à l'issue de sa troisième tournée africaine que Pékin « ne ferait jamais rien qui puisse être préjudiciable aux intérêts de l'Afrique et de ses peuples ». « La Chine n'a jamais imposé sa volonté ou des pratiques inévitables à un autre pays et ne le fera jamais », a même cru devoir ajouter le président chinois à Pretoria.

Même s'il vaut toujours mieux clairement énoncer ses intentions, cette protestation peut surprendre : après tout, n'est-ce pas la Chine qui à Bandung en 1955 a été l'un des fondateurs du mouvement des non-alignés et n'a-t-elle pas toujours soutenu les mouvements d'indépendance et de libération du continent noir ? Un demi-siècle plus tard, la Chine, en pleine croissance, cherche énergie matières premières, débouchés ainsi qu'influence dans une Afrique qui, si elle a bien achevé son indépendance, ne parvient pas à décoller économiquement. Et Pékin se voit, dans une position nouvelle et inconfortable, contraint à se défendre de toute pratique néocoloniale dans un continent indispensable à son développement économique comme à ses ambitions de grande puissance. En 2006, les échanges commerciaux de la Chine avec l'Afrique ont atteint 50 milliards de dollars, soit presque 10 % de l'ensemble des échanges du continent. Ils devraient doubler d'ici 2010. Ils rattrapent ainsi le niveau des échanges avec les Etats-Unis, également en progression, qui représentent un peu plus de 15 % au détriment de ceux avec l'Europe, la puissance tutélaire, tombés en dix ans de presque 50% à moins de 30%. Au coeur de ces échanges, le pétrole représente un tiers des importations chinoises d'hydrocarbures. Et ce n'est qu'un début : Pékin compte sur l'Afrique pour répondre à ses besoins grandissants mais aussi pour réduire sa dépendance du brut du Moyen Orient. La Chine est déjà le plus gros client du pétrole soudanais, elle enlève du brut notamment en Angola, au Nigeria ou en Guinée équatoriale mais aussi prospecte dans la région du golfe de Guinée ou au Mali. La Chine a également besoin du cuivre de Zambie, du fer d'Afrique du sud, du chrome du Zimbabwe ou du bois du Gabon et elle exporte aussi, essentiellement des textiles de qualité inférieure qui concurrencent directement l'industrie locale entraînant la suppression de milliers d'emplois. Même si Pékin a accepté de signer avec Pretoria un accord qui réduit de 30% ses ventes de textiles et s'efforce de contrôler les pratiques souvent brutales des cadres des entreprises chinoises implantées localement, il lui est de plus en plus difficile de se distinguer de ses prédécesseurs occidentaux. Le président Hu a dû ainsi annuler la tournée en province prévue lors de sa visite au Zambie de peur de manifestations d'hostilités. Tandis qu'ailleurs, en Afrique du sud notamment, les foules n'étaient pas au rendez-vous. L'accueil des dirigeants politiques est en revanche plus chaleureux : l'aide prodiguée par Pékin n'est pas assortie des contraintes imposées désormais par les pays occidentaux au nom de la bonne gouvernance en général et de la lutte contre la corruption en particulier. La Chine, qui a profondément ressentie les guerres de l'opium et les traités inégaux qui l'ont ouverte à l'Occident, s'oppose également par principe dans les forums internationaux et notamment l'ONU, à toute intervention étrangère dans les affaires d'un pays indépendant. Ce soutien est particulièrement bienvenu pour des régimes comme ceux au pouvoir au Zimbabwe ou au Soudan traités en paria par l'Occident. La visite à Khartoum du président Hu était ainsi particulièrement scrutée. Le président chinois a-t-il tenté d'infléchir les positions de son homologue soudanais, accusé de bloquer toute solution pacifique au Darfour ? La réponse varie : oui de sources chinoises, pas vraiment, de sources soudanaises. Ce qui est certain c'est que le président Omar Bechir n'a toujours pas donné son feu vert au déploiement des casques bleus dans la province ravagée. Car même accusée de néocolonialisme, la Chine permet aux chefs d'Etat africains de défier l'Occident qui n'est plus seul à pouvoir dispenser faveurs politiques et financement. Et les réserves en devises de la banque centrale chinoise, plus de mille milliards de dollars, sont les plus importantes du monde.

Par Bernard Estrade

source : www.geopolitique.com/be